

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

9 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code des impôts
sur les revenus 1992, visant à augmenter
la quotité de revenu exemptée d'impôts**

(déposée par M. François De Smet
et Mme Sophie Rohonyi)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

9 september 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek
van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde
de belastingvrije som te verhogen**

(ingediend door de heer François De Smet
en mevrouw Sophie Rohonyi)

RÉSUMÉ

Afin de diminuer la pression fiscale sur les revenus, les auteurs de la présente proposition de loi souhaitent relever progressivement la quotité de revenu exemptée d'impôt au niveau du seuil de pauvreté afin d'augmenter le pouvoir d'achat des contribuables et de contribuer ainsi à la relance de l'activité économique.

SAMENVATTING

Met dit wetsvoorstel willen de indieners de belastingvrije som geleidelijk verhogen tot de armoedegrens, om aldus de belastingdruk op de inkomens te doen afnemen en de koopkracht van de belastingplichtigen te verbeteren. Die verhoging draagt tevens bij tot de relance van de economische activiteit.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis de nombreuses années, la Belgique est un pays où la pression fiscale exercée sur les revenus du travail demeure élevée. Comparativement aux autres États de l'Union européenne, notre pays est l'État européen où l'imposition des revenus du travail est l'une des plus élevées¹. De même, la Belgique impose moins les revenus du patrimoine mais impose davantage les revenus du travail. Ainsi, en 2009, l'OCDE recommandait déjà à la Belgique de revoir la structure des prélèvements en se fondant davantage sur les impôts générant moins de distorsions et en élargissant la base imposable.

En 2012, le FMI a consacré un chapitre entier de son rapport à la politique fiscale belge et recommandait, lui aussi, une réduction des prélèvements sur les revenus du travail afin d'améliorer la croissance économique et l'emploi. Le FMI recommandait également que chaque diminution de la pression fiscale exercée sur les revenus du travail soit compensée par un accroissement des taxes qui ont le moins d'effets négatifs sur la croissance².

Toutefois, ni le gouvernement Di Rupo, ni le gouvernement "De Wever/Michel" n'ont pris en considération les recommandations des différents organismes susmentionnés. En effet, la dernière véritable réforme de l'impôt des personnes physiques date de 1962. Le Conseil supérieur des finances a insisté sur le fait que, malgré une volonté politique d'instaurer un tax shift significatif, les prélèvements sur le travail n'ont pratiquement pas évolué depuis 1980 et se situent encore actuellement à 50 % du PIB.

Selon le rapport "*Taxing Wages 2019*" de l'OCDE³, en Belgique, la pression fiscale sur le travail est la plus élevée parmi l'ensemble des pays membres de l'OCDE. En effet, depuis des années, notre pays occupe la tête de la liste des pays où la pression fiscale est la plus forte. En 2017, la pression fiscale sur un(e) célibataire était de 53,7 % en Belgique contre 49,7 % en Allemagne, 47,7 % en Italie et 47,6 % en France.

Cette situation contribue également à la hausse des coûts de la main-d'œuvre et à la perte de la compétitivité de nos entreprises. L'impôt des personnes physiques est perçu pour l'essentiel sur les revenus du travail. Une

¹ CSF, 2014, *Un Tax Shifting en faveur du travail, et des bases imposables plus larges*, août, p. 34.

² IMF, 2012, Acosta-Ormaechea S., Ohnsorge F., Weber S., 2012.

³ OECD (2019), *Taxing Wages 2019*, OECD Publishing, Paris.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In België geldt sinds jaar en dag een hoge belastingdruk op de inkomsten uit arbeid. De belasting op die inkomsten is in ons land een van de hoogste van alle lidstaten van de Europese Unie¹. Evenzo worden in België de inkomsten uit kapitaal minder belast, maar de inkomsten uit arbeid méér. Al in 2009 maande de OESO België aan onze structuur inzake heffingen bij te sturen, door veeleer uit te gaan van belastingen die minder discrepanties meebrengen, en door de belastinggrondslag te verruimen.

In 2012 heeft het IMF een volledig hoofdstuk van een rapport gewijd aan het Belgisch fiscaal beleid; ook die instelling deed toen de aanbeveling dat België de heffingen op de inkomsten uit arbeid zou verlagen om de economische groei en de werkgelegenheid aan te zwengelen. Voorts beval het IMF aan dat elke vermindering van de belastingdruk op de inkomsten uit arbeid zou worden gecompenseerd door een verhoging van de heffingen met de minst ongunstige gevolgen voor de groei².

Nochtans hebben noch de regering-Di Rupo, noch de "regering-De Wever/Michel" die aanbevelingen van de OESO en het IMF ter harte genomen; de recentste ingrijpende hervorming van de personenbelasting dateert immers van 1962. De Hoge Raad van Financiën heeft benadrukt dat ondanks politieke wil om een significante taxshift door te voeren, de heffingen op de inkomsten uit arbeid haast ongewijzigd bleven sinds 1980 en thans nog steeds 50 % van het bbp bedragen.

Volgens het OESO-rapport "*Taxing Wages 2019*"³ is België van alle OESO-landen het land met de hoogste belastingdruk op arbeid. Al jaren voert ons land immers de lijst aan van de landen waar de belastingdruk hoog is: in 2017 was de belastingdruk voor een alleenstaande 53,7 % in België, tegenover 49,7 % in Duitsland, 47,7 % in Italië en 47,6 % in Frankrijk.

Die situatie brengt ook mee dat arbeidskrachten duurder worden en het concurrentievermogen van onze bedrijven afneemt. De personenbelasting wordt voor het merendeel geput uit de inkomsten uit arbeid.

¹ CSF, 2014, *Un Tax Shifting en faveur du travail, et des bases imposables plus larges*, augustus, blz. 34.

² IMF, 2012, Acosta-Ormaechea S., Ohnsorge F., Weber S., 2012.

³ OESO (2019), *Taxing Wages 2019*, OECD Publishing, Parijs.

baisse de l'impôt des personnes physiques profiterait donc à l'ensemble des revenus des travailleurs. Pour les auteurs de la présente proposition de loi, il est important de suivre les recommandations établies par l'OCDE et par le Conseil supérieur des finances.

Dans le cadre du calcul de l'impôt des personnes physiques, l'ensemble des contribuables bénéficie d'une quotité exemptée d'impôt. En d'autres termes, cela signifie qu'une partie des revenus provenant de l'activité professionnelle n'est, en réalité, pas taxée. La quotité exonérée d'impôt est aussi appelée le "minimum imposable".

Si les revenus professionnels dépassent la quotité exemptée d'impôt, ils devront être soumis à l'impôt des personnes physiques. Il convient de rappeler que cet impôt est progressif, ce qui signifie en d'autres termes que le pourcentage de l'impôt augmente au fur et à mesure que le revenu du contribuable s'accroît. Le montant de base de cette quotité exemptée d'impôt est fixé aux articles 131 et suivants du Code des impôts sur les revenus 1992.

Ce montant est indexé annuellement et est fixé pour l'exercice d'imposition 2020 (revenus 2019) à 8 860 euros (montant indexé). Les auteurs rappellent que cette quotité exemptée est susceptible d'augmenter en fonction de la situation du contribuable. À titre d'illustration, le montant de la quotité exonérée est majoré pour un enfant à charge de 1 610 euros et de 4 150 euros pour deux enfants à charge (exercice d'imposition 2020, montants indexés).

En 2018, 16,4 % de la population en Belgique était considérée comme à risque de pauvreté monétaire. Il s'agit des personnes vivant dans un ménage dont le revenu total disponible est inférieur à 1 187 euros par mois pour une personne isolée. En 2017, il s'agissait de 15,9 % mais la différence entre ces 2 années n'est pas significative statistiquement. Les autres résultats ne montrent pas non plus de différences statistiquement significatives.

La présente proposition de loi entend donc augmenter progressivement la quotité exonérée d'impôt au niveau du seuil de pauvreté, fixé à 14 244 euros par an, soit 1 187 euros par mois en 2019. Ce montant reste également indexé annuellement.

Selon les estimations du Bureau fédéral du Plan, l'augmentation du montant de la quotité exemptée d'impôt à 10 000 euros par an représente un coût budgétaire estimé à 2,4 milliards d'euros. L'augmentation de ce montant à 12 000 euros représente un manque

Een verlaging van de personenbelasting zou dus een gunstige invloed hebben op de inkomsten van alle werknemers. De indieners van dit wetsvoorstel vinden het belangrijk dat gehoor wordt gegeven aan de aanbevelingen van de OESO en van de Hoge Raad van Financiën.

Bij de berekening van de personenbelasting genieten alle belastingplichtigen het voordeel van een belastingvrije som, waarbij dus een deel van de inkomsten uit de beroepsactiviteit in de feiten niet wordt belast. Die belastingvrije som wordt ook het "belastingvrij minimum" genoemd.

Op het gedeelte van de beroepsinkomsten dat de belastingvrije som overschrijdt, wordt personenbelasting geheven. Er zij aan herinnerd dat die belasting "progressief" is; dat wil zeggen dat de aanslagvoet ervan stijgt naarmate het inkomen van de belastingplichtige hoger is. Het basisbedrag van die belastingvrije som wordt bepaald bij de artikelen 131 en volgende van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Dat bedrag wordt jaarlijks gekoppeld aan het indexcijfer en is voor het aanslagjaar 2020 (inkomsten 2019) vastgesteld op 8 860 euro (geïndexeerd bedrag). De indieners herinneren eraan dat die belastingvrije som hoger kan liggen, afhankelijk van de situatie van de belastingplichtige. Zo wordt bij één kind ten laste het bedrag van de belastingvrije som verhoogd met 1 610 euro, bij twee kinderen ten laste met 4 150 euro (aanslagjaar 2020, geïndexeerde bedragen).

In 2018 werd 16,4 % van de Belgische bevolking beschouwd als een risicogroep inzake geldarmoede; het gaat daarbij om volwassenen wier huishouden het moet doen met een totaal beschikbaar inkomen dat lager ligt dan 1 187 euro per maand per persoon (berekend op het niveau van een alleenstaande). In 2017 ging het om 15,9 % van de bevolking, maar het verschil tussen die beide jaren is statistisch niet significant. Uit de overige resultaten komen evenmin statistisch significante verschillen naar voren.

Dit wetsvoorstel strekt er dus toe de belastingvrije som geleidelijk op te trekken tot de armoedegrens, die voor 2019 is vastgesteld op 14 244 euro per jaar – dus 1 187 euro per maand. Ook dat bedrag zou jaarlijks aan het indexcijfer worden aangepast.

Volgens de ramingen van het Federaal Planbureau zou de verhoging van het bedrag van de belastingvrije som tot 10 000 euro per jaar budgettair naar schatting 2,4 miljard euro kosten. Wordt dat bedrag opgetrokken tot 12 000 euro per jaar, dan kost dat de Belgische Staat

à gagner pour l'État belge de 6,7 milliards d'euros. Enfin, l'augmentation de ce montant au seuil de pauvreté, soit 14 244 euros, représente un coût budgétaire de près de 10 milliards d'euros.

Les arguments avancés pour justifier une telle réforme ne manquent pas. Au premier rang figure non seulement une incitation accrue au travail du fait de la revalorisation du revenu de l'activité professionnelle mais également l'augmentation du pouvoir d'achat pour l'ensemble des contribuables. L'augmentation de la quotité exemptée d'impôt s'applique indifféremment à toutes les catégories de revenus professionnels et à tous les types de ménage.

Les auteurs de la présente proposition de loi rappellent également que la quotité exemptée d'impôt est susceptible d'augmenter en fonction de la situation personnelle et familiale des contribuables. Cette augmentation est maintenue.

François DE SMET (DéFI)
Sophie ROHONYI (DéFI)

6,7 miljard euro aan ontvangsten. Tot slot betekent een verhoging van dat bedrag tot de armoedegrens, dat wil zeggen tot 14 244 euro, een budgettaire kostprijs van bijna 10 miljard euro.

Er zijn meerdere argumenten voor een dergelijke hervorming. In de eerste plaats is er de sterkere stimulans om een baan aan te nemen, doordat de inkomsten uit arbeid hoger liggen. Voorts stijgt de koopkracht van alle belastingplichtigen; de verhoging van de belastingvrije som is immers zonder onderscheid van toepassing op alle categorieën van beroepsinkomsten en op alle mogelijke vormen van gezinssamenstelling.

Tot slot herinneren de indieners van dit wetsvoorstel eraan dat de belastingvrije som hoger kan liggen, afhankelijk van de persoonlijke en familiale situatie van de belastingplichtige. Aan die verhoging wordt niet geraakt.

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{ER}****Disposition générale****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2**Augmentation de la quotité exemptée d'impôt****Art. 2**

À l'article 131 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2015, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Pour le calcul de l'impôt, un montant de base de 5 401 EUR est exempté d'impôt.”

Art. 3

À l'article 131 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2015, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Pour le calcul de l'impôt, un montant de base de 6 483 EUR est exempté d'impôt.”

Art. 4

À l'article 131 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2015, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Pour le calcul de l'impôt, un montant de base de 7 695 EUR est exempté d'impôt.”

CHAPITRE 3**Entrée en vigueur****Art. 5**

L'article 2 est d'application à partir de l'exercice d'imposition 2021.

WETSVOORSTEL**HOOFDSTUK 1****Algemene bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2**Verhoging van de belastingvrije som****Art. 2**

In artikel 131 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het laatst gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“Voor de berekening van de belasting wordt een basisbedrag van 5 401 EUR vrijgesteld van belasting.”

Art. 3

In artikel 131 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“Voor de berekening van de belasting wordt een basisbedrag van 6 483 EUR vrijgesteld van belasting.”

Art. 4

In artikel 131 van hetzelfde Wetboek, het laatst gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“Voor de berekening van de belasting wordt een basisbedrag van 7 695 EUR vrijgesteld van belasting.”

HOOFDSTUK 3**Inwerkingtreding****Art. 5**

Artikel 2 treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2021.

L'article 3 est d'application à partir de l'exercice d'imposition 2023.

L'article 4 est d'application à partir de l'exercice d'imposition 2025.

13 août 2019

François DE SMET (DéFI)
Sophie ROHONYI (DéFI)

Artikel 3 treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2023.

Artikel 4 treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2025.

13 augustus 2019